

«Les conséquences économiques sont très limitées»

New York, Madrid, Londres ou Paris: même si une petite onde de choc peut se faire sentir dans l'immédiat, les attentats n'ont pas cassé la mécanique économique. Le risque pour Bruxelles: que cette crise s'installe dans la durée.

BENOÎT MATHIEU

Ce n'est, clairement, pas la première des préoccupations après les attaques lâches et abjectes qui ont frappé Bruxelles hier. La preuve: ni la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), ni la Chambre de commerce de Bruxelles (Beci) n'ont souhaité lâcher le moindre chiffre. Trop tôt pour pouvoir avancer une estimation qui tienne la route et, surtout, pas (encore) le moment de parler des retombées économiques.

La question reviendra pourtant inévitablement, dans les jours et semaines qui viennent. Comme elle s'est posée à New York (2001), Madrid (2004), Londres (2005) ou Paris, en novembre dernier. Quel sera l'impact économique de cet événement, ainsi que de la paralysie et de la hausse du niveau d'alerte qu'il a entraînées? S'il est impossible

de répondre avec précision pour le cas bruxellois, il est toutefois permis de se pencher sur ce que l'histoire nous a appris.

«La mémoire humaine est courte»

«Ce que la littérature enseigne, explique Philippe Ledent, économiste chez ING, c'est que ce sont les menaces durables qui finissent par avoir un impact sur l'investissement des entre-

prises.» Prenez le Pays basque espagnol: une étude a estimé que, durant les années '70 et '80, le PIB par habitant y aurait été supérieur de 10% sans les attentats à répétition commis par l'ETA. «Quant aux attentats ponctuels, à l'échelle d'une économie, sur un an, leur impact n'est pas forcément décelable. Madrid, Londres ou Paris: vous ne trouverez pas de 'trou' si vous inspectez les séries des PIB espagnol, français ou britannique. Les conséquences économiques ne sont pas significativement éloignées de zéro. Quant au 11 septembre, il faut en finir avec ce mythe new-yorkais. L'économie américaine avait atteint une fin de cycle de croissance avant les attentats.»

L'économiste Etienne de Callatay ne dit pas autre chose. «À l'échelle d'un pays, les conséquences sont très limitées. La mémoire humaine est courte: on revient à nos comportements d'avant. Et si des changements subsistent, ils se traduisent par des effets de substitution. L'argent que je n'ai pas mis dans un spectacle au Bataclan, j'irai le dépenser ailleurs.»

Ce qui ne veut pas dire qu'à court terme, la pilule passe sans difficulté. Au contraire. À Paris, au lendemain des attentats, le taux d'occupation des chambres d'hôtel a perdu 20% d'un coup. À Bruxelles, on se souvient encore du bouclage de la ville causé par la menace terroriste en ce mois de novembre 2015 de sinistre mémoire. Selon une enquête réalisée par Beci, 47% des entreprises bruxelloises interrogées ont subi ce mois-là une baisse de plus de 20% de leur chiffre d'affaires, en comparaison avec novembre 2014. Secteurs les plus touchés: horeca, tourisme, commerce, culture et divertissement. À l'époque, les dommages économiques brandis par les organisations patronales oscillaient entre 100 et 350 millions d'euros.

À court terme, il est probable que ce soient les mêmes qui souffrent du coma sécuritaire qui pend au nez de la capitale, pour quelques jours au moins. Horeca, commerce, loisirs, événementiel, tourisme, auxquels viendront s'ajouter le transport aérien et les assurances. (À eux seuls, l'horeca, le transport aérien, l'événementiel et le commerce pèsent entre 7% et 7,5% du PIB belge.)

«Ces chiffres représentent l'impact à court terme, analyse Philippe Ledent. Les conséquences directes de la crise. Opère ensuite un phénomène de rattrapage. D'un point de vue macroéconomique, durant le dernier trimestre 2015, le PIB belge a cru de 0,3% par rapport au

trimestre précédent. Sans le lockdown de Bruxelles, il ne faut pas croire que la croissance aurait été de 0,5% ou 0,6%; les indicateurs économiques sont formels. On aurait peut-être atteint 0,4%, ce qui donne un ordre de grandeur d'environ 100 millions.» Économiquement parlant, l'analogie avec une grève n'est pas déplacée. L'activité est perturbée mais pourra en grande partie effacer le temps perdu. «Ce qui n'est pas produit un jour pourra l'être le lendemain, résume Etienne de Callatay. L'exemple est peut-être idiot, mais vos cheveux ne vont pas pour autant s'arrêter de pousser. Votre coiffeur est fermé et fera sans doute des heures supplémentaires la semaine prochaine. Beaucoup de métiers se caractérisent par une forme de résilience.»

Image écornée

Belge ou bruxelloise, l'économie s'en remettra. Il n'est pourtant pas exclu que cet épisode sanglant laisse des traces. Parce qu'il s'inscrit dans une série noire médiatique et dans le temps. Ce qui inquiète plus Philippe Ledent: l'image de la Belgique était déjà écornée. Il y a eu le lockdown, les caricatures autour de Molenbeek, le Brussels bashing présentant la capitale de l'Europe comme un sombre repaire de terroristes. «Cela dure depuis des mois. Et ce qui s'est passé est plus grave qu'en novembre: on parle d'attentats, plus de menaces. Si cela se poursuit, cela risque d'être dommageable pour l'économie. Cela m'étonnerait qu'il n'y ait alors aucun effet sur la confiance des ménages et des entreprises. La Belgique est un petit pays; ce qui se passe à Bruxelles peut se ressentir partout. Ce n'est bien sûr pas de nature à nous faire plonger dans une récession, mais cela pourrait affecter le PIB. Si cela perdure, je ne serais pas étonné que ça nous coûte 0,2 ou 0,3 point de croissance sur l'année. C'est un ordre de grandeur.»

Sur ce point, Etienne de Callatay se montre plus confiant. «Je n'y crois pas trop. Une fois encore, les gens oublient. Bien sûr, il ne faudrait pas que cela se prolonge trop ou que les autorités étalent leur incompétence dans la gestion de la crise. Le risque existe, mais il est à tempérer. Bruxelles n'est pas la première: il y a eu des attentats avant et ailleurs – je ne tiendrais pas ce discours si les attentats visaient systématiquement notre pays. Même le tourisme s'en remettra. Bruxelles n'est pas Barcelone; le tourisme est d'abord d'affaires. Les lobbyistes continueront à venir et les congrès se tiendront toujours.»